

En 2017, défendons notre patrimoine commun, la Sécurité sociale

Nous vous souhaitons une bonne et heureuse année 2017, qu'elle vous apporte tout ce que vous espérez ainsi que de nouvelles avancées sociales. Mais ceci n'est pas gagné car les échéances politiques 2017 risquent de se traduire par de fortes attaques contre notre modèle social.

La séparation de l'activité syndicale de l'activité politique ne nous exonère pas de toute responsabilité, car la politique s'invite dans notre quotidien. Il est donc juste d'exprimer notre analyse sur le programme antisocial du candidat de la droite, François Fillon.

Nous nous arrêtons sur les mesures impactant les retraités, qui, selon les sondages, ont soutenu massivement l'ancien Premier ministre. Cela donne à l'UFR et à tous ses adhérents un rôle particulier pour aller débattre avec tous les seniors. Il y en a forcément, dans l'entourage des pensionné-e-s, qui se sont fait berner par les tracts adressés par Fillon.

Voici quelques mesures qui pourraient nous changer la vie...

François Fillon, qui a instauré les franchises médicales en 2007, persiste dans ses propositions pour démanteler notre patrimoine social commun, la Sécurité sociale.

Il a la volonté de ne faire rembourser toutes les maladies et tous les soins courants que

par les mutuelles et ne réserver les remboursements de la Sécurité sociale qu'aux lourdes pathologies.

Rappelons que cette liste des pathologies retenues n'est ni complète ni définitive. Elle est d'ailleurs contestée en permanence par de nombreux experts médicaux et patients. De plus, elle évolue au gré d'autres experts à la botte des gouvernements. C'est ainsi que le traitement de l'hypertension a disparu de la liste. Ajoutons que la prise en charge à 100 % d'une affection de longue durée n'est accordée que pour les traitements et soins liés à cette affection.

De très fortes augmentations des cotisations des mutuelles seraient dès lors inévitables et nous assisterions à une privatisation de la couverture maladie. Les retraités, qui ne reçoivent pas de participation de l'employeur, en seraient les principales victimes.

Pour satisfaire les appétits du privé, le projet Fillon prévoit aussi une réforme hospitalière

qui ouvrirait encore davantage les hôpitaux publics à la médecine privée et aux dépassements d'honoraires. Les centres hospitaliers seraient plus éloignés des usagers. Les personnels de santé, déjà en souffrance professionnelle par manque d'effectifs, verraient leur nombre encore diminuer selon le plan de suppression massive des fonctionnaires. La qualité des soins et des services publics serait profondément dégradée.

Le pouvoir d'achat des retraités n'est quant à lui pas garanti, malgré les promesses formulées, car il n'est pas prévu de revenir sur l'indexation des pensions sur les salaires. Par contre, la hausse de 2 % de la TVA est bien annoncée, tout comme la suppression de l'ISF...

Nous sommes en totale opposition avec toutes ces mesures.

Nous sommes pour une solidarité intergénérationnelle qui ne peut s'exprimer dans un nouvel allongement des carrières alors que le chômage frappe à toutes les portes. Il n'est pas vrai que ces réformes préserveraient nos caisses de retraite. Nous réclamons la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, la suppression des cadeaux au patronat et le paiement immédiat des retards des cotisations sociales.

Fillon peut compter sur le soutien des membres de la droite dure de « sens commun ». À l'opposé de ces fossoyeurs du modèle social, **nous comptons sur les militants et acteurs sociaux pour garder et améliorer notre patrimoine social...**

